

**Conception, Maintenance et Animation de formations
Les fondamentaux du secteur du Bâtiment et Travaux publics (BTP) pour les
ingénieurs-conseils et contrôleurs de sécurité**

MARCHE N° 25P23

Marché passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles
R.2123-1 et R.2123-2 du Code de la Commande de la Publique

**CCAP
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Date limite de remise des offres :
Le 15/09/2025 à 12h00.**

1. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet des prestations de conception, de maintenance et d'animation de formations professionnelles dans la thématique suivante : les fondamentaux du secteur du Bâtiment et des Travaux publics (BTP).

Ce marché sera mobilisé pour les actions de formation de :

- L'offre dite « nationale », développée à la demande des Caisses nationales des différentes branches du régime général de Sécurité sociale
- L'offre dite « complémentaire », développée à la demande de l'Institut 4.10
- Des demandes spécifiques sur mesure liées à des demandes des clients de l'institut 4.10

Le marché est sans minimum et avec un maximum de **250 000€ HT** sur sa durée totale, éventuelles reconductions comprises.

L'ensemble des prestations détaillées au sein du CCTP peuvent faire l'objet d'une exécution dans le cadre d'une réponse à appel d'offre réalisée sous l'égide de l'Institut 4.10.

Sont exclues du périmètre du marché, les prestations réalisées en interne par l'Institut 4.10, par le personnel rémunéré par celui-ci et par ses partenaires institutionnels.

Nomenclature CPV : 80530000-8 : service de formation professionnelle

Nom du pouvoir adjudicateur : INSTITUT 4.10 – Institut National de Formation de la Sécurité Sociale.

Adresse : 17-19, place de l'Argonne – 75019 PARIS.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de l'Institut 4.10, Madame Elodie MARCHAT.

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur Jean-Paul Barthez.

1.2 – Durée

Le présent marché aura une durée de douze (12) mois à compter de la date de notification

Il sera éventuellement reconductible tacitement deux (2) fois, pour une durée de douze (12) mois. Le titulaire ne pourra pas s'opposer à cette reconduction. La durée totale du présent marché ne pourra excéder trente-six (36) mois à compter de sa date de notification.

En cas de non-reconduction, l'Institut 4.10 préviendra le titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine, deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification

1.3 – Lieux d'exécution

La formation se réalisera en présentiel et en distanciel soit en inter soit en intra dans les locaux des organismes clients ainsi que ceux de l'Institut 4.10, sur tout le territoire français y compris les DROM/COM et la Corse.

1.4 – Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande.

1.5 – Allotissement

Le présent accord-cadre est non alloti pour impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

L'accord cadre est mono-attributaire.

1.6 – Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dûment daté(s) et signé(s) par une personne habilitée à représenter l'entreprise (AE),
- les bordereaux de prix unitaires (BPU),
- les clauses RGPD de l'Institut 4.10,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- les bons de commandes
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI 2021) de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, et disponible sur le site <http://www.legifrance.fr/>,
- les actes spéciaux de sous-traitance,
- l'offre technique remise par le titulaire

En cas de contradiction entre des pièces constitutives du marché, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

Les exemplaires des documents particuliers composant le marché, détenus par l'Institut 4.10, font seuls foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés au cours de l'exécution du marché par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché.

2. ORGANISATION DE LA PRESTATION

2.1 – Attentes générales

Le titulaire respecte le CCTP, les chartes graphiques, le guide de l'intervenant et, de manière générale, tous documents fournis par l'Institut 4.10.

2.2 – Exécution de la prestation – Bons de commande

Les prestations liées au présent accord-cadre, selon les modalités exprimées au 2.1 du présent CCAP, font l'objet de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins de l'Institut 4.10.

Les bons de commande ne peuvent plus être émis au-delà de la durée de validité du marché.

L'exécution des bons de commande déjà émis peut néanmoins se poursuivre au-delà de cette durée et ce dans un délai maximum de trois mois après la date de fin du marché. Cette durée doit s'apprécier en fonction de l'objet et des caractéristiques de la prestation, mais ne devra pas dépasser le temps nécessaire pour sa réalisation.

Le bon de commande est transmis au titulaire par courriel, au plus tard dix (10) jours ouvrés avant le début de la prestation.

Dans le cas où aucun titulaire ne donne suite à la sollicitation expresse de l'Institut, ce dernier se réserve le droit d'émettre le bon de commande auprès d'opérateur non titulaire de l'accord cadre.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose de 3 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande, pour faire part de ses observations au pouvoir adjudicateur. Au-delà de ce délai, le titulaire ne pourra pas émettre de remarques ou réserves.

Conformément à l'article 3.7.3 du CCAG-PI, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité de formuler des observations à l'acheteur. Article 3.7.4 du CCAG PI.

Chaque bon de commande fait apparaître :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- Le cas échéant, le code produit
- Le cas échéant, le numéro de la session
- la date d'établissement ou la période d'exécution du bon de commande ;
- la description des prestations commandées ;
- la date d'exécution des prestations demandées ;
- la modalité de déploiement ;
- le lieu d'exécution ;
- le montant des prestations par référence au bordereau des prix unitaires.

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire veille à se rendre disponible et à pouvoir assister à tout moment l'Institut 4.10. Il est doté de tout outil bureautique et de télécommunication permettant l'exécution des prestations dans les délais et selon les modalités imparties.

Le titulaire qui s'est expressément engagé à répondre à la commande de l'Institut 4.10 à la suite de l'émission d'un bon de commande, s'engage à verser à l'Institut 4.10 une indemnité, s'il est dans l'impossibilité d'exécuter la prestation.

Selon les motifs invoqués pour inexécution de la prestation commandée, une indemnité sera exigible selon les modalités indiquées au 6.2 du présent CCAP.

L'Institut 4.10 se réserve la possibilité de reporter ou d'annuler l'intervention en cas de désistement de stagiaires selon les modalités indiquées au 6.3 et 6.4 du présent CCAP.

En cas d'empêchement d'une des personnes inscrites, l'Institut 4.10 se réserve le droit de la remplacer par une autre personne.

2.3 – Clause de réexamen

Le présent accord-cadre pourra être modifié en cours d'exécution dans les conditions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra ajouter ou retirer un ou plusieurs éléments indiqués dans le contenu
- La durée, l'intitulé ou le code produit de l'ensemble des produits, dispositifs concernés par le présent accord-cadre pourront être modifiés en cours d'exécution.

Ces modifications ne sont considérées en aucun cas, comme substantielles, et ne modifient pas le périmètre du marché, les objectifs pédagogiques et ne s'assimilent pas à un nouveau besoin.

Le pouvoir adjudicateur prévient en amont le(s) titulaire(s) et matérialise sa décision par un avenant au présent accord-cadre.

3. OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1. Confidentialité

Le Titulaire s'interdit de divulguer et de tirer profit pour son propre compte, sans autorisation de l'Institut 4.10 et en dehors des sessions de formation prévues, toute information concernant l'activité de l'Institut 4.10 ou de ses clients dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

Le titulaire ne doit pas notamment divulguer les échanges ou des informations confidentielles portant notamment sur :

- Les informations personnelles propres aux stagiaires
- Les informations sensibles concernant le client
- Les noms des personnes rencontrées

De plus, il s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs et ses partenaires (sous-traitant ou autres).

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la résiliation du marché aux torts du prestataire.

3.2. Devoir de réserve et de loyauté

Le titulaire s'interdit de divulguer, sans autorisation de l'Institut 4.10 et en dehors des sessions de formation prévues, toute information concernant l'activité de l'Institut 4.10 dont il peut avoir connaissance.

De façon générale, il s'agit de ne rien faire qui pourrait nuire à l'Institut 4.10 ou à son image.

3.3. Obligations relatives aux intervenants du titulaire

Les intervenants proposés par le Titulaire possèdent une qualification dans les domaines abordés.

La responsabilité de la mise à disposition d'un intervenant disposant des compétences annoncées et/ou attendues relève de la responsabilité du titulaire.

L'Institut 4.10 se réserve la possibilité d'échanger avec les formateurs proposés avant le démarrage des sessions.

L'Institut 4.10 se réserve le droit de récuser un formateur si le profil n'est pas en adéquation avec la demande.

En cas de problèmes rencontrés au cours de la formation, l'intervenant ou le prestataire devra alerter le pilote Institut 4.10 commanditaire de l'action et/ou le gestionnaire de formation mentionné sur le bon de commande, pendant la formation ou à la clôture, par téléphone ou par mail. Pour les problèmes relevant de sa responsabilité, le prestataire mettra tout en œuvre pour apporter une solution corrective.

L'Institut 4.10 se réserve le droit de récuser un formateur si les évaluations clients ne sont pas à la hauteur des attendus et qu'un risque de perte du client est avéré.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'Institut 4.10 et prendre toutes les dispositions nécessaires pour remplacer la personne défaillante par une personne ayant les mêmes compétences pédagogiques, afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le prestataire doit présenter dans son offre des formateurs susceptibles d'intervenir au cours du marché.

3.4. Personnel du titulaire

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants demeure, à tous égards, salarié de ces derniers (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, frais de déplacement et d'hébergement).

Le Titulaire répond de ses salariés comme de lui-même.

3.5. Sous-traitance

La sous-traitance partielle est acceptée conformément aux dispositions la loi du 31 décembre 1975.

Si le candidat entend se prévaloir des capacités d'un sous-traitant, il précise dans son offre :

- les prestations sous-traitées ;
- le cas échéant, le montant des prestations sous-traitées ;
- un document attestant qu'il disposera du sous-traitant pendant la durée d'exécution du marché ;
- l'ensemble des documents demandés au candidat à l'article 6 du règlement de la consultation « présentation des candidatures et des offres ».

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article L2193-9 du code de la commande publique.

Lorsque la demande de sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement sont présentées avec l'offre, l'attribution du marché emporte acceptation du sous-traitant.

Le Titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché en cours d'exécution, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Institut 4.10 et de l'agrément par lui des conditions de paiement du sous-traitant.

Le silence de l'Institut 4.10 pendant 21 jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant.

Le prestataire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

3.6. Evaluation à chaud - Contrôle des présences

En fin de formation, une évaluation à chaud est réalisée de façon systématique sous format papier ou dématérialisé.

L'intervenant s'assure en permanence de la présence des stagiaires en leur faisant signer une feuille d'émargement, matin et après-midi. Il rend compte à l'Institut 4.10 des éventuels problèmes rencontrés en toutes circonstances. Il doit en particulier informer immédiatement l'Institut 4.10 des désistements et absences des stagiaires, les départs anticipés dommageables à l'acquisition des compétences et susceptibles d'impacter les obligations de l'employeur du stagiaire quant à la sécurité de ses salariés.

Pour les formations en distanciel et en e-learning, le prestataire devra être en mesure de respecter les obligations légales et le cadre réglementaire et institutionnel arrêté par l'OPCO et l'Ucanss.

3.7. Non démarchage de clientèle

Le prestataire (sous-traitant et co-traitant également) s'interdit de démarcher ou de traiter directement avec les organismes du secteur de la Protection sociale en tant que formateur, consultant ou conseil en formation, sur un besoin identique ou similaire, et cela pendant toute la durée du marché. En cas de contravention à ces dispositions, le prestataire (sous-traitant et co-traitant) seront redevables envers l'Institut 4.10 d'une indemnité correspondant à 100 % du montant perçu.

3.8. Obligations diverses

Le prestataire produit, à chaque reconduite du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail :

- Une attestation de fourniture de déclaration sociale émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au prestataire et datant de moins de 6 mois
- Une attestation du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations obligatoires,
- Lorsqu'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 8221-1, L. 8221-2, L.8221-3 ou L.8221-5 du Code du travail.

Il produit chaque année une attestation d'assurance « responsabilité professionnelle » couvrant son activité.

Le prestataire informe l'institut de toute évolution de son système de qualification.

Le prestataire communique son agrément QUALIOPi (à l'obtention et aux renouvellements) ou s'engage au respect des critères de la norme QUALIOPi, via la signature de la charte d'engagement délivrée par l'Institut 4.10.

Ces obligations et dispositions s'appliquent également à la sous-traitance et co-traitance.

3.9. Obligations de l'Institut 4.10

L'Institut 4.10 se charge d'organiser les sessions de formation pour lesquelles il sollicite le titulaire pour l'animation.

L'Institut 4.10 assure le lien entre les organismes clients et le ou les intervenants. Celui-ci se charge de transmettre au titulaire les éléments de contexte nécessaires à prendre en compte pour la réalisation de l'action, assure la coordination et la mise en œuvre de l'action.

4. ASPECTS FINANCIERS

4.1 – Prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée de l'accord-cadre.

Forme des prix

Les prix se décomposent comme indiqué dans les Bordereaux de prix (BPU).

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant la prestation, telles que le matériel nécessaire à l'animation, ainsi que toutes les autres sujétions techniques liées au contrat (notamment reporting) ;
- Tous les frais de mission, de séjours (déplacement, découcher, restauration, etc..) pour l'exécution du marché (sauf DROM-COM et Corse) ;
- Les participations aux éventuelles réunions
- La reprographie et mise à disposition de documents

****En cas d'intervention dans les DROM – COM et Corse, et dans le cas où le titulaire n'est pas implanté dans les départements et régions d'Outre-Mer ou Corse, pour la partie des frais de mission non pris en charge***

directement par l'Institut 4.10, un avenant au présent accord cadre est signé spécifiquement pour la prise en charge des frais de déplacement, sur la base d'un devis fourni par le prestataire, après accord de l'Institut 4.10. Le prestataire devra joindre à la facture les justificatifs des frais de déplacement et de vie.

Les prix sont présentés HT, avec indication de la TVA éventuellement applicable. Le taux applicable en vigueur, est 20 % au jour de la rédaction du présent document.

Une journée d'animation en présentiel et distanciel, telle qu'indiquée dans le BPU correspond à sept (7) heures d'animation, plus les temps en amont (préparation de la salle, mise en place des équipements, etc.) et en aval (rangement de la salle, transmission des documents, etc.).

Avances

L'avance est versée dans les conditions des articles L.2191-2 et suivants du code de la commande publique.

L'option du B, qui prévoit l'application des taux d'avances minimums, est retenue conformément à l'article 11.1 du CCAG PI.

Aucune autre avance ne sera accordée.

Acomptes

Le cas échéant, la demande d'acompte s'effectue de manière mensuelle.

4.2. – Vérification des prestations

Outre l'application du chapitre 5 du CCAG-PI, les prestations exécutées et remises sont soumises à des vérifications, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché, sur la base des évaluations prévues au CCTP du présent marché.

Par dérogations à l'article 28.3 du CCAG-PI, le point de départ du délai pour les opérations de vérification, part à la date de réception par le pouvoir adjudicateur de l'ensemble des documents mentionnés à l'article 6.1 du présent document.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de solliciter la présence du titulaire pour effectuer les vérifications.

Toute non-conformité observée dans la prestation donne lieu à l'émission d'une décision d'ajournement au prestataire. Celui-ci y répond sous quinzaine, en apportant les explications et en précisant les mesures correctives qu'il a prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

La réponse est adressée à l'Institut 4.10 par tout moyen permettant de lui donner date certaine de la réception.

En cas d'absence de réponse aux lettres de non-conformité ou absence de solutions correctives, une mise en demeure peut être envoyée au titulaire, pouvant le cas échéant aboutir à la résiliation du marché.

4.2.1. Réfaction

S'il est constaté pour les formations existantes au catalogue de l'Institut 4.10 que la prestation a été partiellement exécutée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer une réfaction de la valeur HT de la prestation.

On entend par exécution partielle d'une prestation d'animation, un taux de satisfaction, inférieur ou égal à 80%, exprimé via les évaluations à chaud des stagiaires et si le prestataire est en cause.

Ce taux de satisfaction n'est retenu que s'il y a au moins 50% de répondants et est calculé selon les items suivants :

- Maîtrise du sujet par l'intervenant
- La capacité de l'intervenant à faciliter l'apprentissage des stagiaires
- Les méthodes pédagogiques proposées facilitent l'apprentissage

La réfaction serait appliquée selon le barème suivant :

Satisfaction entre 70 et 80%	-15%
Satisfaction entre 60 et 70%	-30%
Satisfaction entre 40 et 60%	-50%
Satisfaction entre 30 et 40%	-80%
Satisfaction < à 30%	-100%

Ces réfections pourraient être réduites de 50% du taux appliqué si une nouvelle session est réalisée gratuitement dans un délai de 30 jours et que le niveau de satisfaction est, pour cette nouvelle session, au niveau requis d'au moins 80%.

En cas de persistance de la non-qualité sur l'ensemble des sessions réalisées et au-delà de 5 applications de réfaction, conduira à l'éviction du titulaire.

4.2.2. Rejet

Pour l'ensemble des prestations, l'article 29.4 du CCAG-PI s'applique.

4.3 – Modalités de règlement

Les factures afférentes au paiement sont établies, par un original papier ou par mail ou téléchargeable sur plateforme et adressés à l'Institut 4.10.

En complément de l'article 11.3.2 du CCAG PI, les factures devront comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- -Le numéro de compte bancaire ou postal ;
- -Le numéro du marché et son lot,
- -L'objet du marché
- -Le numéro du bon de commande,
- -le cas échéant, le code produit,
- -le cas échéant, le numéro de la session,
- -La référence des prestations attendues, la quantité, le montant total hors taxes, le montant de la TVA, et le prix total TTC ;
- -L'adresse de facturation (indiquée sur le bon de commande) ;
- -La date de facturation.

Les factures sont adressées à l'émetteur du bon de commande.

Selon l'article 12.1.3. du CCAG PI, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

De manière générale, le titulaire doit remettre les documents mentionnés au chapitre 6.1 du présent CCAP.

L'absence de remise de ces documents entraîne le rejet de la facture.

De façon générale, le paiement est effectué à compter de la réalisation et de la réception de l'attestation du dernier livrable attendu, conformément aux stipulations du bon de commande passé.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date de la fin d'exécution de la prestation si la date de réception de la facture est antérieure à cette date de fin d'exécution. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit au bénéficiaire du paiement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'intérêts moratoires.

Par application du décret du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires sont majorés d'une indemnité forfaitaire de 40€.

4.4 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

5 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque participant reçoit une documentation papier ou dématérialisée correspondant au support standard de la formation, écrite et actualisée en langue française, sauf précision préalable de la part du prestataire.

Le prestataire s'engage à respecter le Code de la Propriété Intellectuelle dans le cadre de la réutilisation d'œuvres protégées pour toute conception de documents pédagogiques (articles L. 122-5 et L. 122-10).

Le prestataire déclare s'acquitter de la redevance sur les droits d'auteurs auprès de l'organisme collecteur. Il apportera la preuve de son acquittement une fois par an.

Connaissances antérieures :

Chapitre VI, article 35 du CCAG « Prestations intellectuelles ». Le cas échéant sont définies comme connaissance(s) antérieure(s) détenue(s) par l'Institut 4.10 :

- Ancien kit,
- Informations sur la sécurité sociale, ou informations internes,
- Procédures internes,
- Résultats relevant d'anciens marchés, contrats, logiciels, travaux internes,
- Version, outils/logiciels

Le prestataire, précise dans son offre et tout au long du marché, tous types de connaissances antérieures qu'il apporte, nécessaires à l'exécution du marché.

Résultats produits :

Le titulaire cède à l'Institut 4.10 les droits patrimoniaux de propriétaire littéraire et artistique. Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution,

notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de corriger les résultats en tout ou en partie modifiés pour les besoins découlant de l'objet du marché pour une durée de 15 ans.

Par dérogation à l'article 35 :

Le titulaire cède à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titre de toutes natures afférents aux résultats produits et permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales. Ainsi, l'institut 4.10 devient le propriétaire du kit pédagogique conçu par le titulaire.

La cession ou concession des droits vaut pour une exploitation en Europe, pour toute la durée des droits cédés. Cette cession ou concession est incluse dans le prix.

Le titulaire s'engage à compter de la cession, à ne pas utiliser les résultats cédés à d'autres fins que la mise en œuvre de la formation concernée pour le compte de l'institut 4.10.

6 – PENALITES

6.1- Transmission des documents liés aux prestations

Pour les prestations de formation :

Le prestataire doit transmettre impérativement, à chaque fin de session, les éléments qui permettent d'attester la bonne réalisation de la prestation :

- L'évaluation à chaud de la formation, par le(s) stagiaire(s)
- L'émargement, ou tout document justifiant de la participation d'un stagiaire dans le cadre des formations distanciel (certificat de réalisation, attestation de connexion...) et/ou autre document demandé par l'Institut 4.10.
- Le bilan formateur complété, sous format dématérialisé

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, le prestataire dispose d'un délai de **2 jours ouvrés** à compter de la fin de la session pour remettre ces documents à défaut une pénalité forfaitaire de 30 € HT par document et jour calendaire de retard est appliquée.

La facture devra être déposée sur CHORUS PRO sous un délai de **7 jours calendaires** à compter de la fin de la session. A défaut une pénalité forfaitaire de 30 € HT par jour calendaire de retard est appliquée.

Passé un délai de 20 jours calendaires de retard dans la transmission de ce dossier complet, une pénalité forfaitaire de 50 € HT par dossier et jour calendaire de retard est appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne peut bénéficier d'une exonération sur les pénalités.

Pour les prestations de conception :

Pour chaque commande de conception, le titulaire doit transmettre impérativement à l'Institut 4.10, le kit pédagogique complet, permettant d'attester la bonne réalisation de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, le prestataire dispose d'un délai convenu au sein du bon de commande pour remettre les documents du kit pédagogique, à défaut une pénalité forfaitaire de 30 € HT par document et jour calendaire de retard est appliquée.

Passé un délai de 20 jours calendaires de retard dans la transmission de ces documents, une pénalité forfaitaire de 50 € HT par document et jour calendaire de retard est appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne peut prétendre à une exonération du montant des pénalités.

6.2 - Annulation/report d'une session de formation

Le titulaire ou l'Institut 4.10 peut annuler et/ou reporter une session de formation. L'information d'annulation/report doit être réalisée par tout moyen écrit (mail, courrier, ...). Une pénalité est due à son cocontractant par la partie à qui l'annulation ou le report est imputable dans les conditions prévues par le tableau suivant.

Conditions temporelles (En jours ouvrés)	Montant des pénalités en % HT du montant global de la prestation
Entre J-20 et J-5 avant le 1 ^{er} jour de formation.	30 %
Entre J-4 et J-1 avant le 1 ^{er} jour de formation.	70 %
Le 1 ^{er} jour de la formation	100 %
<u>Le calcul des délais part à compter de la date d'émission de l'annulation écrite</u>	
<u>Ces indemnités ne sont pas dues si l'annulation résulte d'un cas de force majeure.</u>	

6.3 – Transformation d'une session présentielle en distanciel

Le titulaire ou l'Institut 4.10 peut décider de transformer une session présentielle en distanciel dans un délai très court avant le début de la formation en raison d'événements rendant difficiles, voire impossibles, les déplacements des stagiaires et/ou de l'intervenant (grève, aléa climatique, etc.).

Transformation à l'initiative de l'institut 4.10 :

L'institut 4.10 rembourse les frais non-remboursables engagés par l'intervenant, sur présentation de justificatifs.

Transformation à l'initiative du titulaire :

Le titulaire rembourse les frais non-remboursables engagés par les stagiaires, sur présentation de justificatifs.

Ces indemnités ne sont pas dues si la transformation résulte d'un cas de force majeure.

7 – FORCE MAJEURE

La Force majeure s'entend de tout événement échappant au contrôle d'une des parties, et qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, et qui empêche l'exécution de son obligation par une des parties. Sont considérés comme cas de force majeure, outre ceux habituellement reconnus par la jurisprudence des cours et tribunaux français :

- Les grèves ou conflits sociaux internes ou externes au titulaire et/ou aux clients finaux
- Les catastrophes naturelles
- Les incendies
- L'interruption des télécommunications
- L'interruption de l'approvisionnement en énergie
- L'interruption des communications ou des transports de tout type.

8 – RESILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions fixées par le chapitre VII du CCAG-PI.

D'une manière générale, il est mis fin aux relations contractuelles entre les parties en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution d'une des clauses du présent marché.

En complément des fautes listées à l'article 32.1 du CCAG PI, si le pouvoir adjudicateur constate la mauvaise qualité d'exécution de la prestation par le titulaire (cf. point 4.2.1 du présent CCAP), il se réserve le droit de résilier le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer par un tiers en cas de résiliation pour faute selon l'article 36.1 du CCAG PI.

S'il est constaté un non-respect des clauses RGPD, figurant en annexe, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire de s'y conformer, dans un délai 15 jours calendaires.

En cas de non-respect de mise en conformité dans le délai de 15 jours, le titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, soit à l'application des pénalités prévues dans le C.C.A.G- PI article 14, soit à la résiliation du présent contrat.

En cas de persistance au non-respect des clauses RGPD, et au-delà de 3 applications de pénalités, l'éviction du prestataire titulaire du lot concerné est constatée.

9 – DEROGATIONS

- L'article 1.6 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.
- L'article 2.2 du présent document déroge à l'article 3.7.4 du CCAG-PI.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.1 du CCAG-PI
- L'article 4.2 du présent document déroge à l'article 28.3 et 28.5 du CCAG-PI.
- L'article 5 du présent document déroge à l'article 35 du CCAG-PI
- L'article 6 et suivants du présent document dérogent à l'article 14 et 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-PI.
- L'article 8 du présent document déroge à l'article 30 à 34 du CCAG-PI.